

Le financement par l'industrie du tabac des partis politiques allemands menace la santé des Européens



Pr Bertrand DAUTZENBERG
Président de l'OFI, Office Français
de prévention du Tabagisme (OFI)
66 Bd Saint Michel
75006 Paris oftabac@ifrance.com

Le tabac tue prématurément 500 000 Européens chaque année. L'industrie du tabac a des pouvoirs considérables : 90% des pays de la planète ont un PIB inférieur au chiffre d'affaire de cette industrie. L'industrie cigarettière continue à étendre son marché en utilisant, entre autres, la contrebande organisée « départ d'usine », l'infiltration du monde scientifique et l'achat des décisions politiques pour protéger son marché. L'Europe a pris un certain nombre d'initiatives pour protéger ses citoyens de l'industrie du tabac ; initiatives saluées par la plupart des pays du monde, l'OMS et les responsables sanitaires. Ainsi le parlement européen avait voté à une vaste majorité deux directives dont une visait à supprimer la publicité directe et indirecte pour le tabac et les produits du tabac. Cette directive a été annulée par la Cour de Justice des Communautés européennes en octobre 2000 suite à une plainte coordonnée par l'Allemagne.

La loi Evin pourrait être attaquée

Une nouvelle directive de remplacement va être soumise au vote des députés européens à Strasbourg durant la semaine du 18 au 23 novembre 2002. Cette directive, sous la pression allemande, est partiellement vidée de son sens car elle laisse une faille aux détournements via la publicité indirecte et surtout elle ne prévoit pas que les pays puissent avoir de législation plus restrictive et donc plus protectrice de la santé. Ainsi en France la loi Evin de 1991 pourrait être attaquée par l'industrie du tabac car elle interdit clairement la publicité indirecte.

Si l'industrie du tabac finance les partis politiques allemands, c'est que cela lui est bénéfique, ce n'est pas de la philanthropie. L'attitude adoptée en retour par les hommes politiques conforte la rentabilité de cet investissement. Les grands partis politiques allemands (CDU, SPD, Verts..) sont largement financés par l'industrie du tabac. Ils soutiennent en retour cette industrie en utilisant leur influence et toutes les possibilités réglementaires selon les conseils des cigarettiers pour favoriser les ventes de tabac. La presse allemande n'est pas libre non plus dans ce domaine car elle réalise un chiffre d'affaires élevé avec le tabac. Elle est très discrète sur le véritable trafic d'influence des partis politiques allemands.

Les partis politiques doivent renoncer aux financements venant de l'industrie du tabac

Les hommes politiques britanniques, dans la même position que les Allemands il y a 5 ans, ont brutalement changé de position quand la presse a dénoncé le versement d'argent aux partis politiques, la manne transitait via la Formule 1. L'argent a été restitué par les travaillistes à leurs « bienfaiteurs » et depuis 5 ans la politique britannique est exemplaire après des années de compromission (Margaret Thatcher après avoir quitté le 10 Downing Street n'émergeait-elle pas pour plusieurs milliers de livres par mois comme consultante de Philips Morris !).

Le maintien du marché du tabac nécessite le recrutement de 1500 nouveaux clients chaque jour, recrutés essentiellement parmi les jeunes qui sont particulièrement influencés par les marques et les publicités indirectes. Au nom de la santé et du respect des populations concernées, nous devons réagir. La presse européenne non allemande doit témoigner qu'elle sait vivre sans dépendre de la publicité sur le tabac. Il faut militer pour que le financement public des partis politiques européens soit transparent et prévienne les dérives et les combines ou compromissions, en particulier de celles de l'industrie du tabac qui finance la politique pour influencer les consciences et protéger son marché.